

RÉSOLUTION UIT-R 7-1

Développement des télécommunications y compris la liaison et la collaboration avec le Secteur du développement des télécommunications de l'UIT

(1993-2000)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) qu'un des objets de l'Union est d'encourager «la coopération et la solidarité internationales en vue d'assurer l'assistance technique aux pays en développement ainsi que la création, le développement et le perfectionnement des installations et des réseaux de télécommunication dans les pays en développement par tous les moyens à sa disposition ...» (numéro 14 de la Constitution de l'UIT);
- b) que, par ailleurs, l'Union «procède à des études, arrête des réglementations, adopte des Résolutions, formule des Recommandations et des Vœux, recueille et publie des informations concernant les télécommunications» (numéro 18 de la Constitution);
- c) qu'aux termes de la Constitution et de la Convention de l'UIT, les activités de l'UIT touchant aux radiocommunications ont été regroupées dans le Secteur des radiocommunications et celles concernant la coopération technique avec les pays en développement et l'aide à ces pays dans le Secteur du développement des télécommunications;
- d) qu'en vertu des numéros 159 et 160 de la Convention, les Commissions d'études des radiocommunications «doivent porter dûment attention à l'étude des Questions et à l'élaboration des Recommandations directement liées à la création, au développement et à l'amélioration des télécommunications dans les pays en développement, aux niveaux régional et international», et qu'afin de faciliter l'examen des activités du Secteur des radiocommunications, «...il convient de prendre des mesures propres à encourager la coopération et la coordination avec le Secteur du développement des télécommunications»;
- e) que, par sa Résolution 5 (Rév.Doha, 2006), la Conférence mondiale de développement des télécommunications charge en outre le Directeur du Bureau de développement des télécommunications, en étroite collaboration avec les Directeurs des Bureaux des radiocommunications et de la normalisation des télécommunications, d'examiner et de mettre en œuvre les meilleurs moyens d'aider les pays en développement, et en particulier les pays les moins avancés, à se préparer et à participer activement aux travaux des trois Secteurs, notamment aux travaux des groupes consultatifs, des assemblées et des conférences des Secteurs et aux travaux des Commissions d'études qui intéressent tout particulièrement les pays en développement;
- f) que, par la Résolution 66 (Rév. Minneapolis, 1998) de la Conférence de plénipotentiaires, le Directeur du Bureau du développement des télécommunications est chargé de mettre en œuvre en priorité, en étroite coordination avec le Directeur du Bureau des radiocommunications et avec le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications, des stratégies et des mécanismes visant à encourager et à faciliter l'utilisation efficace par les pays en développement, et en particulier par les pays les moins avancés, des documents et publications de l'Union mis sur le Web;
- g) que, conformément au numéro 134 de la Convention, l'Assemblée des radiocommunications «regroupe, autant que possible, les Questions qui intéressent les pays en développement, afin de faciliter la participation de ces derniers à leur étude»,

notant

- a) que les moyens matériels et financiers très limités dont disposent les pays en développement ne leur permettent pas de participer régulièrement aux travaux des Commissions d'études des radiocommunications;
- b) que l'absence des pays en développement aux travaux des Commissions d'études porte préjudice à l'universalité des décisions des Commissions d'études et à leurs possibilités d'application;
- c) que la procédure d'adoption des Recommandations par correspondance nécessite des échanges d'information suffisants en vue d'obtenir l'adhésion la plus large à ces Recommandations;
- d) que les travaux des Commissions d'études des radiocommunications couvrent maintenant la préparation des Conférences des radiocommunications, y compris les procédures et d'autres questions touchant au Règlement des radiocommunications, d'où la nécessité pour tous les pays, quel que soit leur niveau de développement, d'être pleinement informés de l'évolution des études,

considérant en outre

- a) que le Bureau du développement des télécommunications est appelé à jouer un rôle important pour offrir des services de consultance bien conçus aux pays en développement et qu'à cet égard, il faut tirer parti des compétences techniques qui existent déjà au Bureau des radiocommunications;
- b) que, bien coordonnées, les activités complémentaires des ingénieurs des deux Secteurs pourraient être très bénéfiques aux pays en développement,

reconnaissant

1 qu'en ce qui concerne les pays en développement, il conviendrait que ces pays, dans la mesure du possible:

1.1 participent d'une manière active aux travaux des Commissions d'études des radiocommunications et fournissent toutes les informations techniques pertinentes qu'ils possèdent sur les conditions qui leur sont propres;

1.2 échangent entre eux des renseignements techniques sur des sujets relevant de la compétence des Commissions d'études dans des domaines d'intérêt commun;

1.3 mettent à profit la participation aux réunions des Commissions d'études de pays faisant partie de leur région;

1.4 que lorsque les pays en développement se heurtent à des difficultés qui peuvent intéresser d'autres administrations pour l'exploitation de leurs services de radiocommunication, ils soient encouragés à soumettre au Bureau des radiocommunications des contributions faisant état de ces difficultés. Le Directeur du Bureau des radiocommunications communiquera ces contributions à la Commission d'études ou aux Commissions d'études compétentes,

décide

1 que le Groupe consultatif des radiocommunications et le Directeur du Bureau des radiocommunications doivent coopérer activement avec le Groupe consultatif du développement des télécommunications et le Directeur du Bureau du développement des télécommunications afin de définir et de mettre en oeuvre les moyens facilitant la participation des pays en développement aux activités des Commissions d'études;

- 2** qu'il convient, pour faciliter cette participation, de regrouper autant que possible, les Questions qui intéressent les pays en développement, et de les attribuer à un nombre limité de Commissions d'études, en application du numéro 134 de la Convention;
- 3** que l'utilisation généralisée des moyens de communication modernes peut faciliter la participation des pays en développement et qu'il conviendrait que le Bureau du développement des télécommunications soit instamment prié d'examiner les possibilités de mettre ces moyens à la disposition des pays en développement;
- 4** qu'aux termes du numéro 224 de la Convention, le Directeur du Bureau des radiocommunications apporte son concours au Directeur du Bureau du développement des télécommunications dans l'organisation de réunions d'information, de séminaires ou d'ateliers, mondiaux et/ou régionaux qui permettront aux pays en développement d'obtenir les informations dont ils ont besoin sur les activités de l'UIT-R;
- 5** qu'aux termes du numéro 166 de la Convention, le Directeur du Bureau des radiocommunications apporte son assistance aux pays en développement dans les travaux préparatoires des conférences des radiocommunications;
- 6** que, le Directeur du Bureau des radiocommunications, assisté par les Commissions d'études des radiocommunications, doit apporter au Bureau du développement des télécommunications l'assistance nécessaire dans l'élaboration et la mise à jour des Manuels;
- 7** que le Directeur du Bureau des radiocommunications, assisté par les Commissions d'études des radiocommunications, doit contribuer et participer aux travaux des Commissions d'études du développement des télécommunications lors de l'examen de questions à l'étude desquelles ils peuvent contribuer utilement;
- 8** que le Directeur du Bureau des radiocommunications doit coopérer avec les Directeurs des autres Bureaux pour les activités liées à l'élaboration et à la mise à jour des Manuels afin d'éviter les chevauchements;
- 9** que, dans le cadre de la coopération active avec le Bureau du développement des télécommunications, toutes les activités de l'Union touchant aux radiocommunications dans le domaine du développement des télécommunications doivent être étroitement coordonnées dans un souci d'efficacité et pour éviter toute duplication des travaux,

charge les Présidents des Commissions d'études et le Directeur du Bureau des radiocommunications

- 1** de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour mettre en œuvre la présente Résolution et notamment d'inciter tous les participants aux activités du Secteur des radiocommunications à assister le Secteur du développement des télécommunications,

prie instamment les administrations et les Membres du Secteur des radiocommunications

- 1** de prendre une part active à l'application de la présente Résolution et notamment de faciliter le détachement d'experts pour aider les pays en développement, de participer aux réunions d'information et aux cycles d'études en apportant les connaissances techniques nécessaires sur les questions examinées par les Commissions d'études du développement des télécommunications et d'accueillir des stagiaires de pays en développement.